



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 115 de l'ordre du jour

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Conformément à l'article 12.11 du Règlement financier, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a reçu les rapports présentés à l'Assemblée générale par le Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers des entités ci-après pour la période terminée le 31 décembre 1999 : Organisation des Nations Unies¹, Centre CNUCED/OMC du commerce international (CCI)², Université des Nations Unies (UNU)³, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)⁴, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)⁵, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)⁶, Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)⁷, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)⁸, Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains⁹, Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)¹⁰, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets¹¹, Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994¹², et Tribunal pénal international

chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹³. En outre, le Comité consultatif était saisi des rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1999 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹⁴ et sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)¹⁵. Les observations et commentaires du Comité consultatif sur les comptes vérifiés du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'exercice biennal 1998-1999 ont été communiqués au Conseil d'administration du Programme par l'intermédiaire de sa directrice exécutive, le 6 octobre 2000. Le Comité consultatif examinera le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers vérifiés et les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹⁶ à sa session de février-mars 2001.

2. Les observations et commentaires du Comité consultatif au sujet du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999 seront présentés séparément à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, dans un rapport qui contiendra les

recommandations du Comité consultatif relatives au rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

3. Le Comité consultatif était saisi d'un avant-tirage du résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes présentant un intérêt commun et classées par domaine de vérification (A/55/364). Il a également examiné les rapports du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/55/80 et Add.1) concernant l'exercice financier terminé le 31 décembre 1997. Il était en outre saisi des rapports du Secrétaire général sur les mesures prises ou à prendre pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les comptes de l'Organisation des Nations Unies (A/55/380) et des fonds et programmes des Nations Unies (A/55/380/Add.1) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1999.

4. Au cours de l'examen de ces rapports, le Comité consultatif s'est entretenu, du 12 au 15 septembre 2000, avec le Comité des opérations de vérification des comptes du Comité des commissaires aux comptes, y compris avec le membre sud-africain nouvellement nommé en remplacement du membre ghanéen. Le Comité consultatif a été informé que la passation de fonctions entre l'ancien et le nouveau membre s'était faite sans difficulté. **Le Comité consultatif recommande qu'à l'avenir il soit convenu avec les membres qui quittent le Comité des commissaires aux comptes, qu'ils soient présents lorsque le Comité consultatif se réunit pour examiner des rapports du Comité des commissaires aux comptes qui ont été établis durant leur mandat.**

5. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes a présenté pour la première fois des rapports séparés sur les comptes des Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 53/212 et 53/213, qui faisait elle-même suite à une recommandation formulée par le Comité consultatif dans ses rapports A/53/651 et A/53/659. Le Comité consultatif note que les points examinés par le Comité des commissaires aux comptes l'ont aussi été par le groupe d'experts; il suivra la question ainsi qu'il l'avait recommandé dans son rapport (A/54/874), notamment en ce qui concerne l'utilisation des salles d'audience et le contrôle des dépenses afférentes à la défense.

6. Le Comité consultatif s'était déjà plaint par le passé des retards dans la publication des rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/53/513, par. 12). Il note qu'une fois de plus ceux-ci n'étaient pas parus au début de la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale. Il a dû examiner les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur la base d'avant-tirages en anglais seulement. En outre, les états financiers publiés n'étaient pas disponibles. **Le Comité consultatif considère que les rapports du Comité des commissaires aux comptes et son propre rapport à ce sujet devraient être publiés dans toutes les langues officielles au début de la session ordinaire de l'Assemblée générale. Les rapports du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes devraient être présentés suffisamment à l'avance pour que le Comité consultatif puisse en tenir compte lorsqu'il examine les rapports de ce dernier. En outre, s'il dispose à temps de toute la documentation ayant trait aux rapports du Comité des commissaires aux comptes, le Comité consultatif pourra s'entretenir avec les représentants de l'administration visée avant de présenter ses observations et recommandations définitives à l'Assemblée générale.**

7. Le Comité consultatif félicite le Comité des commissaires aux comptes de la qualité de ses rapports; il note que ce dernier a tenu compte de ses observations concernant leur présentation.

8. Le Comité consultatif note que des progrès ont été faits dans l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses précédents rapports. Sur les 167 recommandations faites par ce dernier, 115 (soit 69 %) ont été intégralement appliquées, 42 (soit 25 %) sont en cours d'application et 10 seulement (soit 6 %) n'ont pas encore eu de suite. Les commissaires ont informé le Comité consultatif qu'il n'était pas toujours possible de vérifier dans leur intégralité les états présentés par les administrations mais que cela ne nuisait pas au suivi ni à l'information. **Le Comité consultatif se félicite de ce commentaire mais demande néanmoins que tous les intéressés s'en assurent en veillant à ce que l'on puisse établir dans les délais voulus des rapports clairs et concis.**

9. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes a assorti son opinion d'une réserve s'agissant des états financiers des quatre orga-

nismes suivants : PNUD, FNUAP, PNUCID et UNU. Dans le cas de trois de ces organismes – PNUD, FNUAP et PNUCID – les réserves étaient motivées par le fait que le Comité des commissaires aux comptes n'avait pu obtenir suffisamment de documents d'audit, sous forme de rapports de vérification des comptes émanant de gouvernements et d'organisations non gouvernementales, attestant que les fonds qui avaient été avancés aux organismes en question au titre de projets exécutés par les pays avaient bien été consacrés à l'usage auquel ils étaient destinés. Dans le cas du PNUD, le Comité des commissaires aux comptes a en outre émis une réserve au sujet des écarts d'un montant total de 11,1 millions de dollars constatés à l'issue de rapprochements bancaires et dont on ignore l'origine. Dans le cas de l'UNU, le Comité des commissaires aux comptes a émis des réserves parce que l'Université n'avait pas constitué de provision pour les contributions non acquittées de longue date, dont 10 millions de dollars dus depuis plus de cinq ans.

10. **Le Comité consultatif estime que les administrations intéressées ne devraient plus s'autoriser à considérer les réserves des commissaires aux comptes comme un élément normal de la vérification. Les points qui suscitent des réserves doivent être considérés comme revêtant une grande importance du point de vue de la santé financière de l'organisme visé. Ils doivent être immédiatement examinés afin qu'une solution soit trouvée à titre prioritaire. En conséquence, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale ne se prononce pas sur les états financiers du PNUD, du PNUCID et du FNUAP pour la période terminée le 31 décembre 1999 tant que le Comité des commissaires aux comptes ne lui aura pas certifié soit que les problèmes ont été résolus, soit que des progrès satisfaisants ont été faits (voir plus loin par. 25, 29 et 35). En ce qui concerne l'UNU, le Comité consultatif demande que l'administration applique sans plus tarder la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, que l'Assemblée générale a déjà approuvée, selon laquelle les états financiers de l'Université devraient comporter une provision pour les contributions annoncées et non versées de longue date, conformément aux normes comptables de l'Organisation des Nations Unies (voir plus loin par. 38).**

11. La formulation de réserves par les commissaires aux comptes et le report de l'approbation des comptes

par l'Assemblée générale pourraient avoir des conséquences importantes pour le fonctionnement de l'administration visée. **Par conséquent, le Comité consultatif est d'avis que chaque fois que le Comité des commissaires aux comptes aura émis une réserve concernant les états financiers vérifiés et les comptes d'une administration donnée, le Secrétaire général devrait porter la question à l'attention de l'organe directeur intéressé afin qu'il puisse prendre ses dispositions s'agissant de l'obligation de rendre compte au cas où le chef de l'administration ne redresserait pas la situation qui aura justifié une réserve.**

12. **Le Comité consultatif voit avec inquiétude apparaître une tendance nouvelle, à savoir que certaines administrations envisagent ou ont envisagé de modifier les dispositions réglementaires pour se dispenser de donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes.** C'est ainsi que les secrétariats s'abstiennent souvent de présenter des analyses suffisantes aux organes délibérants compétents. On trouvera plus de détails sur cette question au paragraphe 13 ci-dessous.

13. **Le Comité consultatif se félicite de l'audit horizontal de la passation des marchés et s'inquiète de la dégradation de la fonction achats dans plusieurs fonds et programmes.** Étant donné l'importance des ressources mises en jeu, il demande que toutes les administrations concernées et, le cas échéant, leurs organes directeurs, s'attachent d'urgence à corriger les carences signalées par les commissaires aux comptes dans le rapport qui concerne chacune d'elles. Le Comité consultatif constate avec satisfaction que l'Internet est utilisé pour la passation des marchés, et recommande de mettre l'expérience ainsi acquise à la disposition des autres entités du système des Nations Unies, en particulier les fonds et les programmes de l'ONU. Il recommande également que l'on s'emploie à faire mieux connaître les meilleures pratiques et les réformes optimales qui sont actuellement mises en oeuvre dans le domaine de la passation des marchés dans certaines entités des Nations Unies (voir A/55/458).

14. **Le Comité consultatif se félicite de la pratique consistant à élargir les audits d'exécution et invite les institutions intéressées à poursuivre le développement et l'amélioration des normes de performance susceptibles de faciliter la tâche des vérificateurs qui évaluent les résultats des programmes par**

rapport aux objectifs et aux responsabilités qui leur étaient assignés. À ce propos, le Comité consultatif prie le Comité des commissaires aux comptes de prêter une attention particulière au rapport entre les dépenses et l'exécution du programme correspondant.

15. Pour ce qui est de la question de la responsabilité des partenaires de réalisation et d'exécution, qu'il s'agisse d'institutions des Nations Unies, de gouvernements ou d'ONG, le Comité consultatif rappelle qu'il a déjà fait remarquer qu'il faut vérifier l'existence des capacités nécessaires à l'exécution des projets de l'ONU et corriger éventuellement la situation (voir A/51/533, par. 23 à 28 et A/52/518, par. 6 à 9). **Constatant que les lacunes de la comptabilité, au niveau surtout des attestations de vérification, n'ont pas disparu de certains fonds et programmes, il demande que des mesures correctives soient prises d'urgence pour faire disparaître les causes des faiblesses signalées dans leurs rapports les plus récents et dans leurs rapports antérieures par le Comité des commissaires aux comptes et par lui-même. Cela vaut particulièrement pour l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP.**

16. Le Comité consultatif prend note des articles passés par profits et pertes et des pertes d'espèces et d'effets à recevoir que les commissaires mentionnent dans certains des rapports. **Il demande que les commissaires recherchent à l'avenir les motifs des décisions prises.**

Organisation des Nations Unies

17. Les recommandations principales du Comité des commissaires aux comptes figurent au paragraphe 12 du rapport¹, les observations détaillées dans les paragraphes 13 à 311. Dans son premier rapport sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/55/380), le Secrétaire général consacre les paragraphes 4 à 37 aux mesures d'application des recommandations principales des commissaires, et les paragraphes 38 à 89, à l'exécution des autres recommandations figurant dans le corps du rapport, aux paragraphes 21, 24, 41, 49, 53, 60, 70, 74, 108, 111, 202, 227, 234, 245, 249, 253, 271, 276, 285, 289, 295 et 298.

18. Le Comité consultatif constate que c'est la première fois que le Comité des commissaires aux comp-

tes fait dans son rapport des commentaires, des observations et des recommandations à propos du fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le partenariat international. Il a appris que les analyses qui figurent aux paragraphes 34 à 60 seront transmises à la Fondation par son secrétariat. Il prend note des nombreuses carences au niveau de l'exécution et de la gestion des projets et de l'établissement de rapports. Il fait observer qu'elles ne sont pas sans influencer sur le niveau des frais d'exécution des projets. Les agents d'exécution devraient prendre à leur charge une part supplémentaire des dépenses dans la mesure où celles-ci ne sont pas couvertes par la quote-part de 5 % des dépenses d'appui imputée sur les ressources de la Fondation. **À cet égard, il semble au Comité que les correctifs décidés par le Fonds dont il est question au paragraphe 46 sont assez vagues. Il faut à son avis que tous les intéressés s'attaquent d'urgence aux problèmes isolés par les commissaires.**

19. Le Comité consultatif ayant demandé expressément que soient examinées les pratiques et les procédures que l'administration de l'ONU suit en matière d'arbitrage et de réclamation, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à un audit particulier et les conclusions et recommandations qui en découlent figurent aux paragraphes 182 à 227 de son rapport. Les commissaires ont concentré leur examen sur trois domaines :

- a) la mesure dans laquelle la négociation des contrats réduit le risque de griefs contre l'Organisation;
- b) les procédures de sélection des arbitres et des conseils de l'extérieur, leur rémunération, du point de vue en particulier de la négociation des honoraires, de la certification des paiements, et de la voie hiérarchique et des contrôles internes dont relèvent ces opérations;
- c) L'obligation de faire paraître dans le budget l'intégralité du montant des honoraires, des dommages-intérêts et des règlements amiables. Le Comité prend note des observations de l'administration qui figurent aux paragraphes 17 à 31 du rapport du Secrétaire général (A/55/380) mais insiste pour que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient intégralement suivies. **Il fera d'autres observations lorsqu'il aura pris connaissance des résultats de l'audit élargi.**

20. **Le Comité consultatif demande également au Secrétaire général de lui rendre compte de la suite donnée aux recommandations issues de l'audit spécialement consacré à l'arbitrage, à l'occasion de son examen du budget des opérations de maintien de la paix en février-mars 2001. Le cas échéant, il fera des observations supplémentaires à ce moment-là. Il demande également que des renseignements détaillés sur les dossiers d'arbitrage et de réclamation, avec indication des frais et honoraires, lui soient présentés périodiquement lorsqu'il examine le budget des opérations de maintien de la paix, au début de chaque année de l'exercice budgétaire.**

21. Pour ce qui est du paragraphe 199 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, le Comité consultatif a appris que l'Administration répondait à un avant-projet du rapport qui lui avait été transmis. Elle ne s'est pas avisée que les commissaires avaient modifié la recommandation qui figurait dans ce texte. Selon elle, il n'est plus nécessaire de prévoir la modification du Manuel des achats, étant donné la recommandation finale qui figure au paragraphe 198.

Programme des Nations Unies pour le développement

22. **Le Comité consultatif s'inquiète vivement que le Comité des commissaires aux comptes ait une fois encore assorti de réserves son opinion sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) parce qu'il n'avait pu obtenir assez de pièces justificatives, plus exactement d'attestations de vérification des gouvernements et des organismes d'exécution, prouvant que les fonds qui avaient été avancés pour la réalisation de projets par des agents nationaux avaient bien été consacrés aux fins prévues.**

23. Selon le paragraphe 18 du rapport⁴, le Comité des commissaires aux comptes a constaté une différence de 64 millions de dollars entre les montants indiqués par les organismes d'exécution et les montants enregistrés par le PNUD. De plus, selon le paragraphe 21, le PNUD n'a pas reçu des gouvernements d'attestation de vérification concernant des dépenses de quelque 723 millions pour la période 1998-1999. Ce montant marque une augmentation de 203 millions de dollars par rapport au seuil de 520 millions de dollars de l'exercice biennal précédent.

24. Le Comité des commissaires aux comptes a également restreint la portée de son opinion en raison des incertitudes qui pesaient sur des montants non identifiés découlant de rapprochements bancaires, représentant au total 11,1 millions de dollars.

25. **Le Comité consultatif constate que cela fait trois exercices biennaux consécutifs que les commissaires aux comptes émettent des réserves sur les états financiers et les comptes du PNUD. Vu les observations qu'il présente au paragraphe 10 ci-dessus, il recommande à l'Assemblée générale de surseoir à toute décision sur les états financiers et les comptes du PNUD de la période terminée le 31 décembre 1999 en attendant que l'administration du Programme ait pris des mesures satisfaisantes.**

26. Le Comité consultatif note que le PNUD fait face à une baisse très marquée de ses ressources ordinaires (voir par. 24 à 27 du rapport à l'examen). Il prend note également de ce qui semble être le résultat de la multiplication des exemples de mauvaise gestion dans la passation des marchés et l'exécution des projets qu'expliquent les paragraphes 82 à 154 du rapport.

27. En ce qui concerne l'initiative de gestion du changement (« PNUD 2001 ») lancée par le PNUD en 1997, le Comité relève au paragraphe 50 du rapport que l'opération s'est officiellement terminée en 1999. Son coût était estimé par le PNUD à 18,1 millions de dollars dans le plan de mise en oeuvre de septembre 1997. Ce devis était cependant incomplet et les commissaires aux comptes ont été incapables de déterminer le coût total de l'opération, comme il est dit au paragraphe 65. Le Comité consultatif a reçu sur sa demande un récapitulatif des coûts de « PNUD 2001 » – 28,1 millions de dollars au total – établi par le Bureau du budget du PNUD. Il rappelle ce qu'il disait au paragraphe 55 de son rapport du 19 octobre 1998 (A/53/513), à savoir que les observations des commissaires aux comptes sur les systèmes informatiques du PNUD et son programme de changement intégré au niveau de l'organisation et de la gestion « semblent révéler l'existence d'erreurs systématiques et généralisées dans l'identification des besoins ainsi que des carences dans la conception, l'élaboration, la mise en oeuvre et la gestion des projets. Les estimations établies sur de telles bases étaient donc dépourvues de réalisme et peu exactes et elles étaient souvent révisées lorsque les projets étaient modifiés en cours de route, suspendus ou même abandonnés ».

28. Le Comité consultatif relève au paragraphe 50 du rapport que le PNUD, dans le cadre de la liquidation de l'opération « PNUD 2001 », a commandé une évaluation indépendante de l'entreprise, évaluation qui a été achevée en octobre 1999 (un exemplaire des conclusions a été demandé). **Le Comité consultatif pense qu'il y a un enseignement à en tirer, du point de vue notamment de conception et de planification des projets, de préparation des devis, de l'intervention transparente du Comité consultatif et du Conseil exécutif et de l'attribution aux responsables de programmes des ressources administratives prévues pour le projet. Le Comité met en garde contre le renouvellement des mêmes fautes si l'on ne sait pas mettre à profit les leçons de l'expérience.**

Fonds des Nations Unies pour la population

29. Le Comité consultatif note avec une profonde préoccupation que le Comité des commissaires aux comptes a, une fois de plus, assorti de réserves son opinion sur les états financiers du FNUAP parce qu'il n'avait pas reçu de la part de gouvernements et d'organismes non gouvernementaux de réalisation et d'exécution des attestations de vérification pour des dépenses d'un montant total de 98,3 millions de dollars au titre du programme. Ce montant représente une augmentation de 15,2 millions de dollars par rapport à une restriction de l'ordre de 83,1 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997. La proportion des dépenses engagées au titre de l'exécution nationale et par les organisations non gouvernementales ayant fait l'objet de rapports de vérification des comptes est tombée de 70 % en 1996-1997 à 50 % en 1998-1999. **Le Comité consultatif partage la préoccupation des commissaires aux comptes concernant la vérification des dépenses au titre du programme du fait que le FNUAP ne fournit pas de pièces justificatives pour la moitié de ses dépenses au titre de l'exécution nationale et par les organisations non gouvernementales pour l'exercice 1998-1999. Le Comité consultatif juge cette situation inacceptable. Il estime que les risques élevés inhérents à ce type d'activité exigent de la part de l'Administration du Fonds un contrôle soutenu et efficace, ce qui ne semble pas être le cas. Le Comité consultatif indique que le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves son opinion sur les états financiers et les comptes du FNUAP pour**

les trois derniers exercices biennaux. Par conséquent, il recommande que l'Assemblée générale reporte toute décision concernant les états financiers et les comptes du FNUAP pour la période qui a pris fin le 31 décembre 1999, en attendant que l'Administration du Fonds prenne des mesures satisfaisantes (voir par. 10 ci-dessus).

30. Le Comité consultatif note que, au paragraphe 28 du rapport du Comité des commissaires aux comptes⁸, que l'Administration du FNUAP se propose de revoir les règles régissant les rapports de vérification des comptes des organismes d'exécution et de n'exiger la vérification des comptes qu'au moins une fois pendant la durée d'un projet, plutôt que d'année en année. En outre, selon l'Administration du FNUAP et conformément à la pratique du PNUD, la vérification des comptes n'a plus lieu tous les ans, mais au moins une fois pendant la durée des projets (A/55/380/Add.1, par. 353). **Le Comité consultatif marque son profond désaccord avec l'Administration concernant l'intention de cette dernière de modifier les règles régissant les rapports de vérification des comptes des organismes d'exécution. Le Comité est d'avis que cette démarche aggraverait la situation car des dépenses plus importantes pourraient être engagées sans être justifiées par des rapports de vérification des comptes. Le Comité consultatif partage l'avis du Comité des commissaires aux comptes selon lequel les règles existantes devraient être intégralement appliquées sans exception.**

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

31. On trouvera aux paragraphes 21 à 27 du rapport du Comité des commissaires aux comptes⁵ ses observations sur la question de l'assistance en espèces accordée aux gouvernements. Les précédentes observations et recommandations du Comité consultatif sont contenues dans ses rapports datés du 19 octobre 1998 (A/53/513, par. 60 à 70) et du 6 octobre 1999 (A/54/441, par. 9 et 10). Il y est indiqué qu'au paragraphe 3 de sa résolution 54/13 B du 23 décembre 1999, l'Assemblée générale a fait siennes les observations et les recommandations du Comité consultatif sur la question. **Le Comité réaffirme les vues exprimées dans son rapport du 6 octobre 1999 (A/54/441). À cet égard, l'annexe au présent rapport contient un extrait de ce rapport qui est porté à l'attention de la Cinquième Commission.**

32. Le Comité consultatif note, au paragraphe 26 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, que le montant des avances non régularisées au 31 décembre 1999 s'élevait à 159,9 millions de dollars contre 111,7 millions de dollars au 31 décembre 1997, soit une augmentation de 48,2 millions de dollars. Le Comité consultatif note également, au paragraphe 23, que le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé, par sa décision 1999/21 du 10 septembre 1999, un amendement au Règlement financier en vue de tenir compte de la définition révisée des dépenses au titre du programme, qui pourrait notamment englober l'assistance en espèces. **Sur la base des informations contenues dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, de la décision du Conseil d'administration et du témoignage des membres du Comité des opérations de vérification des comptes, le Comité consultatif, tout comme le Comité des commissaires aux comptes, marque sa perplexité face à cette question.** Le Conseil d'administration de l'UNICEF se propose d'examiner les conséquences de cette nouvelle définition. Le Comité consultatif estime que pendant cet examen, le Conseil d'administration devrait tenir pleinement compte de la résolution 54/13 B de l'Assemblée générale, qui a fait siennes les recommandations du Comité consultatif.

33. Le Comité a été saisi, à sa demande, des directives de l'UNICEF concernant l'assistance en espèces consentie par l'UNICEF aux gouvernements, qui prévoient notamment diverses mesures de contrôle de ce mécanisme. Ainsi, la Section des finances des bureaux extérieurs doit veiller à ce que l'organisme agréé accuse officiellement réception de l'assistance consentie en espèces; les bénéficiaires de cette assistance sont responsables de la gestion financière des dépenses en espèces, y compris la tenue d'une comptabilité acceptable; des rapports détaillés sur les activités pour lesquelles l'assistance en espèces a été consentie devraient être établis par les gouvernements et consignés dans les archives pendant plus de quatre ans. **Le Comité consultatif veut croire que les différentes mesures de contrôle relatives à l'assistance en espèces consentie aux gouvernements sont rigoureusement appliquées.**

34. Le Comité consultatif a également été saisi, à sa demande, d'un exemplaire de l'accord de coopération de base entre l'UNICEF et les gouvernements, qui prévoit notamment que les états financiers présentés à l'UNICEF sur les programmes de coopération font

l'objet d'une vérification des comptes conformément aux règles et procédures en vigueur du gouvernement. **Le Comité veut croire que l'assistance en espèces consentie aux gouvernements fera l'objet de vérifications des comptes et de rapports réguliers établis par des vérificateurs internes et externes. Le Comité consultatif recommande que les commissaires aux comptes indiquent, lors de la prochaine vérification des comptes, dans quelle mesure les différentes fonctions de contrôle, d'établissement des rapports et d'attestation des vérifications sont convenablement accomplis. Le Comité consultatif se propose de suivre la question dans le cadre du prochain rapport du Comité des commissaires aux comptes.**

Fonds des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

35. Le Comité consultatif note avec une profonde préoccupation que le Comité des commissaires aux comptes a, une fois de plus, assorti de réserves son opinion sur les états financiers et les comptes du Programme parce qu'il n'avait pas reçu de rapports de vérification pour des dépenses d'un montant de 14,2 millions de dollars engagées dans le cadre de projets au titre de l'exécution nationale pendant l'exercice 1998-1999. Le Comité consultatif est également préoccupé par le fait que le PNUCID n'ait pas reçu de rapports de vérification pour des dépenses d'un montant de 17,9 millions de dollars engagées par le biais du PNUD au titre de l'exécution nationale pendant l'exercice 1996-1997 et qu'il n'y a pas eu de suivi. Il indique que le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves son opinion sur les états financiers et les comptes du PNUCID pour les trois derniers exercices biennaux. En conséquence, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale reporte toute décision concernant les états financiers et le compte du PNUCID pour la période qui s'est terminée le 31 décembre 1999, en attendant que l'Administration du Programme prenne des mesures satisfaisantes (voir par. 10 ci-dessus).

36. Le Comité consultatif n'est pas satisfait de la réponse de l'Administration (A/55/380/Add.1, par. 414) à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes figurant au paragraphe 11 c) de son rapport¹⁰ quant à la nécessité pour le

PNUCID de suivre, en liaison avec le PNUD, tous les rapports de vérification des comptes concernant les exercices biennaux 1996-1997 et 1998-1999 qui n'ont pas encore été établis; le Comité consultatif demande que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient intégralement appliquées par le PNUCID.

Université des Nations Unies

37. Le Comité des commissaires aux comptes a assorti d'une réserve son opinion sur le rapport financier et les états financiers de l'Université des Nations Unies car cette dernière n'avait pas constitué de provision au titre des contributions annoncées mais non versées depuis plus de cinq ans, qui s'élevaient à un montant proche de 10 millions de dollars (pour plus de détails, voir par. 14 à 16 du rapport du Comité des commissaires aux comptes³). **Le Comité consultatif regrette que l'Université n'ait pas suivi la recommandation du Comité des commissaires aux comptes sur la question et note que l'administration ne fournit aucune explication à propos de ce manquement.** Cette dernière a fait savoir (voir A/55/380/Add.1, par. 46) que l'Université provisionnerait les contributions annoncées de longue date, mais non versées, au titre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2000.

38. **Le Comité consultatif considère que l'absence de mesures prises par l'administration de l'Université, bien que regrettable, ne justifie pas à ce stade qu'il recommande le report de l'approbation du rapport financier et des états financiers de l'Université. Par conséquent, il recommande que le rapport financier et les états financiers de l'Université soient approuvés et que l'administration applique les recommandations du Comité des commissaires aux comptes (voir plus haut, par. 10).**

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

39. **Le Comité consultatif partage l'inquiétude du Comité des commissaires aux comptes concernant la situation financière du HCR. À cet égard, dans son rapport sur le budget-programme annuel du HCR pour 2001, le Comité a constaté une tendance récente à la**

diminution des contributions de source bilatérale au programme du HCR (A/AC.96/932/Add.1, par. 9).

40. **Le Comité félicite l'administration du HCR pour les mesures qu'elle a prises à ce jour pour mettre ses partenaires d'exécution devant leurs responsabilités et est confiant qu'elle continuera de faire le nécessaire pour tenir compte des conclusions du Comité des commissaires aux comptes à ce sujet. En outre, compte tenu des problèmes financiers que connaît le HCR, le Comité consultatif s'attend à ce que des efforts supplémentaires soient accomplis pour planifier et exécuter les activités du HCR dans un souci de plus grande efficacité et pour exercer un contrôle financier plus serré sur les fonds et les opérations du HCR. À cet égard, le Comité consultatif engage vivement le HCR à prendre des mesures d'urgence pour remédier aux insuffisances et aux lacunes identifiées par le Comité des commissaires aux comptes, aux paragraphes 63 à 78 de son rapport¹⁴, dans les domaines du contrôle budgétaire, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des programmes et de l'exécution des projets.**

41. **Le Comité consultatif prend note avec préoccupation des conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en route puis l'abandon du système MINDER (pour plus de détails, voir par. 45 à 59 du rapport du Comité des commissaires aux comptes). Il a déjà fait des observations, dans son rapport sur les budgets annuels du HCR, sur ce manque apparent de transparence véritable dans l'établissement des rapports sur la mise en route, le coût, les résultats et l'exécution des projets relatifs aux technologies de l'information. Plus récemment, dans son rapport sur le budget-programme annuel du HCR pour 2001, il a réitéré sa requête selon laquelle le HCR devait lui présenter, en tant qu'information complémentaire, les données globales sur la mise en oeuvre de tous les projets de technologie de l'information, y compris les coûts y afférents (A/AC.96/932/Add.1, par. 18).**

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

42. **Le Comité consultatif se félicite de la présentation, par le Comité des commissaires aux comptes, de son rapport de vérification des comptes de l'UNITAR, et notamment de son audit de gestion sur la sélection et la nomination des experts associés. Il partage l'inquiétude exprimée par le Comité**

des commissaires aux comptes dans son rapport¹⁵ où ce dernier déclarait craindre que le processus de sélection et de nomination des experts associés ne soit pas suffisamment transparent (par. 37), et que les lettres de nomination ne couvrent pas les questions importantes et ne décrivent pas bien les tâches à réaliser par les experts (par. 45), pas plus que les taux de rémunération à leur appliquer et leurs droits en matière de congé annuel et de congé maladie (par. 47 à 54).

43. Le Comité consultatif note que le nombre des experts associés est passé de 33 en 1997 à 50 en 1999, soit une augmentation de 34 %, et que les coûts qui y étaient associés pendant la même période avaient augmenté, de 284 000 dollars à 453 000 dollars, soit une hausse de 59,5 %. La durée moyenne des contrats des experts s'est allongée de 7,5 à 8 mois, entre 1997 et 1999. À moins que cette tendance ne soit due à un accroissement de la charge de travail résultant de l'augmentation des revenus de l'Institut, le Comité consultatif craint qu'elle ne fasse qu'aggraver la situation financière de celui-ci.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5 (A/55/5), vol. I, chap. II.

² Ibid., A/55/5, vol. III, chap. II.

³ Ibid., A/55/5, vol. IV, chap. II.

⁴ Ibid., Supplément No 5A (A/55/5/Add.1), chap. II.

⁵ Ibid., Supplément No 5B (A/55/5/Add.2), chap. II.

⁶ Ibid., Supplément No 5C (A/55/5/Add.3), chap. II.

⁷ Ibid., Supplément No 5F (A/55/5/Add.6), chap. II.

⁸ Ibid., Supplément No 5G (A/55/5/Add.7), chap. II.

⁹ Ibid., Supplément No 5H (A/55/5/Add.8), chap. II.

¹⁰ Ibid., Supplément No 5I (A/55/5/Add.9), chap. II.

¹¹ Ibid., Supplément No 5J (A/55/5/Add.10), chap. II.

¹² Ibid., Supplément No 5K (A/55/5/Add.11), chap. II.

¹³ Ibid., Supplément No 5L (A/55/5/Add.12), chap. II.

¹⁴ Ibid., Supplément No 5E (A/55/5/Add.5), chap. II.

¹⁵ Ibid., Supplément No 5D (A/55/5/Add.4), chap. II.

¹⁶ Ibid., Supplément No 5 (A/55/5), vol. II, chap. II.

Annexe

Extrait du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires daté du 6 octobre 1999 (A/54/441) concernant le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

« 9. En ce qui concerne la suite donnée par l'UNICEF à la recommandation 11 a) du Comité des commissaires aux comptes, telle qu'exposée par le Fonds dans sa réponse (A/54/140/Add.1, chap. II, sect. D, par. 2), le Comité consultatif note que le Comité a l'intention de continuer à suivre la question (voir A/54/159, annexe, appendice, par. 27). Il fera d'autres commentaires dans le cadre de son examen du rapport d'audit concernant l'UNICEF pour 1998-1999. Entre-temps, il fait observer que la déclaration de l'Administration de l'UNICEF au paragraphe 8 a) de sa réponse est à proprement parler incorrecte. D'après l'UNICEF, le versement de ces fonds (les avances en espèces consenties aux gouvernements) est enregistré comme dépense car, dès l'instant où les fonds sont transférés aux gouvernements, ils deviennent leur propriété. Accepter cette vue des choses a des incidences bien plus grandes que l'Administration de l'UNICEF ne semble le penser; on peut en effet interpréter cette déclaration comme laissant entendre que les fonds transférés aux gouvernements sont des dons dont ils peuvent disposer à leur guise. Le Comité fait valoir que, si les gouvernements ont la garde des fonds que l'UNICEF met à leur disposition, ils n'en sont pas les propriétaires et que, si ces fonds ne sont pas entièrement utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été versés, ils doivent être remboursés.

10. Au demeurant, les règles mêmes de l'UNICEF veulent que les fonds qui ne servent pas aux fins pour lesquelles ils ont été transférés ou que les sommes non utilisées soient reversées au Fonds (circulaire financière No 15 (Rev.1), CF/DFM/1991/10, par. 3). Le Comité consultatif estime que l'assistance en espèces de l'UNICEF et les avances faites par le HCR à ses partenaires opérationnels ne sont pas de nature différente. Ainsi, au paragraphe 75 de son rapport, le Comité a indiqué qu'en 1998 le HCR avait reçu 13,5 millions de dollars de remboursements de ses partenaires opérationnels à la suite de la clôture de projets et que la clôture des projets et le remboursement des fonds accusaient des retards pouvant aller d'un à cinq ans. Le Comité consultatif a l'intention de reprendre cette question à l'occasion de son examen du rapport du Comité concernant l'UNICEF pour 1998-1999. »